



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



17065-F

Distr. LIMITEE

ID/WG.477/6(SPEC)

10 octobre 1988

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Réunion sous-régionale de suivi sur la promotion
de la coopération industrielle intra-africaine
dans le cadre de la Décennie du développement
industriel de l'Afrique (IDDA)*

Harare (Zimbabwe), 31 octobre-4 novembre 1988

SUPPLEMENT AU DOCUMENT D'INFORMATION CONCERNANT LES MESURES
PRISES PAR LA CONFERENCE DE COORDINATION DU DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADCC) POUR PROMOUVOIR
LA COOPERATION ENTRE SES ETATS MEMBRES**

Etabli par le secrétariat de la Conférence de coordination
du développement de l'Afrique australe (SADCC)

* Organisée par l'ONUUDI, en coopération avec le secrétariat de la Zone
d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique
australe (ZEP), la Conférence de coordination du développement de l'Afrique
australe (SADCC) et le Gouvernement du Zimbabwe.

** Les appellations employées dans ce document et la présentation des
données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel aucune prise
de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones,
ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.
Traduction d'un document n'ayant fait l'objet d'aucune mise au point
rédactionnelle.

V.88-29308 8378A

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
SUPPLEMENT AU DOCUMENT DE BASE N° 1 [ID/WG.477/3 (SPEC)]	3
1. Cimenteries	3
2. Produits chimiques	3
3. Outillage et matériel agricoles	3
4. Engrais, insecticides et pesticides	5
5. Pâte à papier et papeterie	5
6. Sel	6
7. Textiles	6
8. Modernisation industrielle	7
SUPPLEMENT AU DOCUMENT DE BASE N° 2 [ID/WG.477/4 (SPEC)]	9
1. Promotion de l'investissement	10
2. Normalisation et contrôle de la qualité	10
3. Renforcement d'institutions existantes	10
4. Contrôle de la qualité et développement	11
5. Echanges d'informations et formation	11
6. Harmonisation des normes et des systèmes d'autorisation	11
7. Conception technique et développement des produits	11
8. Services de consultants dans l'industrie et le commerce	12
9. Etablissement d'un Centre de la SADCC pour les échanges d'informations dans l'industrie et le commerce	12
10. Développement de technologies pour les petites et moyennes entreprises	12
11. Politiques et mécanismes d'investissement dans les pays de la SADCC	13
12. Recherche et développement	13
13. Compétence et développement en matière de gestion	13

SUPPLEMENT AU DOCUMENT DE BASE N° 1 [ID/WG.477/3 (SPEC.)]

Le document N° 1 expose de manière très complète la stratégie et les objectifs industriels de la SADCC, envisagés dans le Mémorandum de coopération industrielle de Blantyre. Il ne dit toutefois rien de l'état d'avancement des projets depuis que la SADCC a lancé le Plan industriel de Blantyre en novembre 1981.

Rappelons très brièvement qu'il existe actuellement 80 projets industriels à caractère commercial. Leur montant total s'élève à 1 486,61 millions de dollars des Etats-Unis. Les projets en question comprennent à la fois des projets nouveaux et des projets de modernisation de certaines installations industrielles existantes.

On trouvera ci-après un résumé de la situation des divers projets dont certains sont achevés et d'autres en cours d'exécution.

1. Cimenteries

Modernisation de cimenteries, Mozambique (Projet 1.5.1)

Il s'agit de moderniser les cimenteries de Matola, Dondo et Nacala, le coût du projet étant estimé à 20 millions de dollars pour Matola, à 7 millions pour Dondo et 3 millions pour Nacala.

La phase I de modernisation de Nacala est achevée. Pour la cimenterie de Matola, il a été possible de réunir 7,8 millions de dollars; les négociations pour obtenir les fonds nécessaires à celle de Dondo se poursuivent.

Modernisation de cimenteries au Malawi (Projet 1.4.3)

Il s'agit de moderniser la cimenterie du Malawi; le projet est en cours d'exécution.

2. Produits chimiques

Produits chimiques pour le traitement des textiles, Botswana (Projet 2.2.4)

On estime que ce projet coûtera 3 millions de dollars. Il s'agit de produits chimiques d'origine animale pour le traitement des textiles. Le Gouvernement du Botswana s'est engagé à verser 1,5 million de dollars pour l'élément des dépenses locales du projet. Des négociations avec un collaborateur étranger sont en cours pour obtenir les 1,5 million de dollars restants.

3. Outillage et matériel agricoles

Outillage artisanal (Kigoma), Tanzanie (Projet 5.7.1)

Il s'agit de fabriquer du petit matériel agricole : houes, machettes, fourches, bèches, pelles, etc., la matière première en étant la ferraille que l'on trouve dans les zones avoisinantes. L'usine, qui est maintenant achevée, sert d'atelier commun aux petites industries.

Outillage agricole, Lesotho (Projet 5.3.2)

Il s'agit de fabriquer de petits outils agricoles destinés au marché local. L'usine, aujourd'hui achevée, est en exploitation.

Outillage agricole, Zambie (Projet 5.8.3)

Dans la phase I de ce projet qui comporte plusieurs phases, il s'agit de fabriquer du matériel agricole à traction animale. L'usine correspondante où ont été mis en place les outils et les appareils permettant de monter des charrues est achevée et en exploitation. La phase II, pendant laquelle on doit acheter les machines nécessaires à la fabrication des éléments des charrues, est en cours d'exécution. Le coût du projet est estimé à 4 millions de dollars, dont 2 serviront à financer l'élément des dépenses locales.

Usine de montage (et ultérieurement de construction) de tracteurs, Tanzanie (Projet 5.7.4)

Il s'agit dans un premier temps d'assembler et ultérieurement de construire des tracteurs. L'usine, dont l'installation a coûté 2,6 millions de dollars, est aujourd'hui en exploitation. Les tracteurs sont destinés aux marchés des pays membres de la SADCC.

Outillage artisanal, Botswana (Projet 5.2.5)

Il s'agit de fabriquer de l'outillage agricole. Les machines nécessaires à la fabrication des outils ont été livrées, grâce à une aide financière du Service du développement industriel de la CFTC. Malheureusement, elles n'ont encore pu être installées et la formation des experts chargés du projet n'a pas encore été assurée. Le coût du projet est estimé à 0,04 million de dollars en devises.

Outillage agricole, Swaziland (Projet 5.6.7)

Il s'agit de remettre en état et de moderniser les installations pour outillage agricole qui existent à l'usine de tracteurs de Tinkabi. Cette modernisation a coûté un million de dollars, la production des installations est, dans un premier temps, limitée au marché local.

Usine de montage (et ultérieurement de construction) de tracteurs, Swaziland (Projet 5.6.8)

On estime que l'exécution de ce projet, actuellement achevé, a coûté un million de dollars. Il s'agit de remettre en état et de moderniser les installations de l'usine de tracteurs de Tinkabi et de ses dépendances. Actuellement, cette usine approvisionne essentiellement le marché local.

4. Engrais, insecticides et pesticides

Aggrandissement de l'usine de fabrication d'acide sulfurique, Zimbabwe

Il s'agit de remettre en état et de moderniser l'usine d'acide sulfurique existante actuelle pour passer d'une production de 175 tonnes par jour à 200 tonnes par jour. La capacité combinée des usines 1 et 2 suffira à satisfaire la demande locale jusqu'à 1992. On estime que la réalisation du projet a coûté 12 millions de dollars. La production est destinée au marché local.

Usine de nitrate de calcium et de potassium, Malawi (Projet 6.4.2)

La proposition de projet vise la création au Malawi d'une nouvelle usine d'engrais d'une capacité de production prévue de 18 000 tonnes par an de nitrates de calcium et de potassium. Cette production est destinée à la consommation locale et aux exportations vers d'autres pays membres de la SADCC. On estime que le coût du projet s'élèvera à 132 millions de dollars dont 23 millions pour l'élément des dépenses locales. Le Gouvernement du Malawi s'est engagé à verser 23 millions pour assurer le financement de l'élément local du projet. Des négociations sont en cours avec l'Italie, la Norvège et la République fédérale d'Allemagne pour assurer le financement en devises.

Usine d'ammoniaque et d'urée (KILAMCO), Tanzanie (Projet 6.7.4)

La proposition de projet vise l'installation d'une usine d'ammoniaque d'une capacité de 1 350 tonnes par jour et d'une usine d'urée d'une capacité de 1 725 tonnes par jour dont la majeure partie sera destinée à l'exportation, notamment vers la région de la SADCC. En 1987, on en estimait le coût à 425 millions de dollars, l'élément des dépenses locales s'élevant à 20 millions de dollars. Le Gouvernement de Tanzanie s'est engagé à verser les 20 millions de dollars en question. Des négociations avec des collaborateurs étrangers sont en cours pour trouver les 405 millions de dollars qui constituent l'élément en devises du projet.

Usine de pesticides, Moshi Tanzanie (Projet 6.7.6)

La proposition de projet vise la production de pesticides. On estime que le coût du projet s'élèvera à 32,43 millions de dollars dont 14,53 millions pour l'élément des dépenses locales. Les fonds pour financer la réalisation du projet ont été obtenus grâce à une assistance financière du Gouvernement italien. Un directeur de projet a été nommé et les négociations pour l'achat des machines sont en cours.

5. Pâte à papier et papeterie,

Usine de pâte à papier et de papeterie, Tanzanie (Projet 10.7.1)

L'usine est achevée et en service. Sa capacité installée est de 60 000 tonnes de papier et 1 400 tonnes de pâte à papier par an avec possibilité de porter la production de papier à 75 000 tonnes par an. La production est suffisante pour assurer la demande locale ainsi que les exportations vers les pays membres de la SADCC et d'autres encore.

Usine de papeterie, Tanzanie (Projet 10.7.2)

Il s'agit d'agrandir l'usine de papeterie de Kibo, le coût du projet étant estimé à 2,51 millions de dollars, dont 0,56 pour l'élément des dépenses locales. Les fonds nécessaires ont été réunis et l'exécution est en cours.

Usine de papeterie, Swaziland (Projet 10.6.5)

Le projet est en cours d'exécution et la production devrait commencer vers la fin de cette année.

6. Sel

Agrandissement des salines, Maputo, Mozambique (Projet 11.5.2)

Il s'agit de développer l'industrie du sel de façon à pourvoir aux besoins des pays membres de la SADCC qui ne peuvent être actuellement complètement satisfaits que par des importations de pays extérieurs à la région. La proposition de projet envisage de faire passer la production de l'usine de Maputo de 30 000 à 80 000 tonnes par an et sa capacité de raffinage de 6 000 à 15 000 tonnes par an. On estime que le projet coûtera 6 millions de dollars, l'élément des dépenses locales s'élevant à 3,34 millions de dollars. Le Gouvernement du Mozambique s'est engagé à verser 3,34 millions de dollars pour financer les dépenses locales. Des négociations sont en cours avec le Gouvernement italien pour assurer le financement en devises du reliquat de 2,66 millions de dollars.

Création de salines, Sadani, Tanzanie (Projet 11.7.4)

La proposition de projet vise la construction, à Sadani, d'une usine qui doit produire 40 000 tonnes de sel gemme par an. Une installation de raffinage, à l'usine même, est également prévue. Elle permettra de produire 7 000 tonnes de sel raffiné par an. On estime le coût du projet à 5 millions de dollars dont 2 millions pour l'élément des dépenses locales. Le projet bénéficiera d'une assistance du Gouvernement italien qui a financé le montant de 3 millions de dollars en devises. Les machines destinées à l'usine ont été livrées et les travaux de construction sont en cours.

7. Textiles

Filature de laine, Botswana (Projet 13.2.1)

Il s'agit de filer de la laine de caracul provenant du Kgalagadi du sud. La filature est située à Tivo Ya Diatta dans le Lobatse. Sa construction, financée avec une assistance de l'Agence norvégienne pour le développement international a coûté un million de dollars. Sa production excédentaire permet d'alimenter les marchés des pays de la SADCC.

Usine de bonneterie, Botswana (Projet 13.2.2)

La proposition de projet vise l'agrandissement de l'usine actuelle pour en porter la production à un million de mètres carrés par an et l'installation d'ateliers de teinture, de finition et d'impression. On estime que le projet coûtera 1,55 million de dollars dont 0,80 million pour financer l'élément des dépenses locales. Le projet est réalisé avec une aide financière de l'Agence norvégienne pour le développement international, du PNUD et de la Barclays Trust of London et BDC. Tous les fonds nécessaires au projet ont été réunis.

Usine de dessuintage de la laine, Lesotho (Projet 13.3.5)

Ce projet qui sera réalisé en trois phases vise dans la phase I à une production annuelle de 1 500 tonnes de laine dessuintée et 400 tonnes de mohair dessuinté. La phase II du projet doit permettre une production annuelle de 250 tonnes de laine filée et de 880 000 mètres de vêtements tricotés. La phase III permettra de produire annuellement 700 000 mètres de tissé et 1,1 million de mètres de peigné. On estime que le projet coûtera 2,9 millions de dollars, l'élément en devises se montant à 0,75 million de dollars. Le Gouvernement du Lesotho a conclu un accord d'association avec la China Shanghai Corporation qui détiendra 49 % du capital social, la Lesotho National Development Corporation (LNDC) en détenant 51 % au nom du Gouvernement du Lesotho. Le projet d'accord pour l'exécution du projet a été signé l'année dernière (1987).

8. Modernisation industrielle

Dans le cadre du programme, on a continué à accorder un haut rang de priorité à la modernisation des industries. Les mesures décidées au cours de l'Atelier de modernisation industrielle qui s'est tenu à Arusha (15-17 août 1985) se poursuivent et la plupart des projets sont soit exécutés, soit en cours d'exécution. L'état des projets en question est le suivant :

Projet	Domaines d'assistance	Etat
1. Etude relative à l'huile et à la margarine végétales, Angola	Financement de l'étude	Terminé
2. Usine de conserverie de fruits et de légumes, Basotho	Achat de l'usine et des équipements, étude de faisabilité, plan de remise en état, formation, collaboration technique	Terminé et opérationnel
3. Industries Tinkabi, Swaziland	Etudes de faisabilité et plan de remise en état, commercialisation des produits, gestion, formation et collaboration technique	Terminé et opérationnel
4. ZECO et MOREWARE Assemblage de locomotives, Zimbabwe	Collaboration technique et commercialisation	Terminé et opérationnel

5. Remise en état de cimenteries, Mozambique	Commercialisation, gestion, formation, financement et collaboration technique	Mise en oeuvre
6. Ciment portland, Malawi	Gestion, formation et collaboration technique	Mise en oeuvre
7. Encre d'imprimerie, Tanzanie	Financement	Mise en oeuvre par mobilisation des ressources financières locales
8. F. ISSLES (Remise en état de fonderie), Zimbabwe	Etude de faisabilité, plan de remise en état, commercialisation, gestion, formation, collaboration technique et financement	Mise en oeuvre
9. Tanneries Morogoro, Tanzanie	Financement, collaboration technique, formation, gestion, commercialisation, plan de remise en état	Décision de coentreprise pour l'application du plan de modernisation Modalités de la coentreprise en cours d'élaboration
10. Batteries Yuasa, Tanzanie	Financement, étude de faisabilité et plan de remise en marche	Le plan de remise en marche est en cours d'exécution
11. Distilleries, Tanzanie	Financement, collaboration technique, formation, gestion, étude de faisabilité, plan de remise en marche	Mise en oeuvre
12. Auto-Mech	Financement, formation, installation, équipements	Mise en oeuvre, bourses d'études déjà octroyées
13. Polysacks, Tanzanie	Financement, formation, installations et équipements	Mise en oeuvre, étude de faisabilité terminée, la Banque de développement étudie l'aspect financier du projet
14. Afro Cooling Systems (Radiateurs)	Financement, collaboration technique, formation, installations et équipements	L'étude de la remise en état, de la modernisation et de l'amélioration technique est terminée. Le rapport est actuellement mis au point

15. Laminage d'acier recuit, Tanzanie	Etude de faisabilité	Projet au stade de l'approbation, négociation simultanée du financement
16. Projet de soude caustique	Financement, collaboration technique, gestion, étude de faisabilité et plan de remise en état	Mise en oeuvre
17. Usine d'acide sulfurique, Nouvel instrument communautaire	Financement, collaboration technique, formation, gestion, étude de faisabilité et plan de remise en état	L'étude de faisabilité est terminée et les négociations relatives au plan de remise en état se poursuivent
18. Fabrique de chaussures Morogoro - Tanzanie	Collaboration technique, formation, gestion, commercialisation, étude de faisabilité et plan de remise en état	L'étude de faisabilité est terminée; en ce qui concerne les autres aspects de la remise en état, les négociations de financement se poursuivent

Des études générales portant sur la remise en état se déroulent en outre dans les domaines suivants :

- Huiles comestibles
- Fonderies
- Industries textiles
- Formage fer/métal.

SUPPLEMENT AU DOCUMENT DE BASE N° 2 [ID/WG.477/4(SPEC.)]

L'examen du document N° 2 a révélé que certains des programmes régionaux de promotion des services d'appui à l'industrie n'étaient pas suffisamment connus. Depuis sa création, il y a une dizaine d'années, la SADCC n'a cessé de mettre en train de tels programmes régionaux, lesquels couvrent ce qui suit :

- Promotion de l'investissement
- Normalisation et contrôle de la qualité
- Conception technique et développement des produits
- Services de consultants industriels et commerciaux
- Centre de la SADCC sur les échanges d'information dans l'industrie et le commerce
- Développement des technologies pour les petites et moyennes entreprises
- Politiques et mécanismes d'investissement dans les pays de la SADCC
- Recherche et développement
- Compétence et développement en matière de gestion.

La phase où en sont les programmes ci-dessus mentionnés est indiquée ci-après :

1. Promotion de l'investissement

Trois réunions sur la promotion de l'investissement se sont jusqu'à présent tenues : en janvier 1984 à Harare, en août 1985 à Arusha (spécifiquement pour la remise en état d'industries existantes) et en novembre 1986 à Harare. Après avoir pris l'heureuse initiative de ces trois réunions, la SADCC procède à leur évaluation afin d'en connaître l'impact et de décider des mesures qui pourraient en renforcer l'efficacité.

2. Normalisation et contrôle de la qualité

Création de services nationaux de normalisation là où il n'en existe pas.

Swaziland

Une étude concernant la création d'une institution nationale de normalisation a été entreprise et approuvée par le Gouvernement du Swaziland. Des mesures concrètes ont déjà été prises et un poste de directeur pour le contrôle de la qualité a été créé; c'est le premier pas vers l'établissement d'un organe national de normalisation.

Lesotho

Le gouvernement doit approuver un projet de législation concernant l'établissement d'un plan national de normalisation et de contrôle de la qualité.

Botswana

Le Botswana procède à une étude concernant la création d'un bureau national de normalisation.

Angola et Mozambique

Des études doivent déterminer comment établir au mieux des organes nationaux de normalisation dans les deux pays. On envisage de procéder à ces études dans le cadre du projet du Centre du commerce international, afin de développer, pour l'exportation, des services efficaces de contrôle de la qualité et de conditionnement dans la sous-région de la SADCC.

3. Renforcement d'institutions existantes

- i) Etablissement d'un laboratoire d'étalonnage volumétrique au Bureau de normalisation de la Tanzanie. Un document de projet a été soumis à l'Organisme suédois de développement international, en vue de financement; les négociations se poursuivent.
- ii) Un document de projet concernant le renforcement du Bureau de normalisation de la Zambie par l'ONUDI est actuellement mis au point pour être soumis aux donateurs.
- iii) On s'efforce actuellement de mobiliser une assistance financière pour mettre en oeuvre des projets suivants :

- Création d'un laboratoire de chimie au Bureau de normalisation de la Tanzanie;
- Etablissement d'un laboratoire de métrologie à l'Association de normalisation du Zimbabwe;
- Etablissement d'un laboratoire de chimie pour le contrôle de la qualité dans les industries de produits alimentaires; établissement d'un centre technique de conditionnement pour l'exportation au Bureau de normalisation du Malawi.

4. Contrôle de la qualité et développement

Ce programme couvre le projet sur le contrôle de la qualité des biens non traditionnels à l'exportation. Ce projet est décomposé en deux volets :

- Formation à la normalisation et au contrôle de la qualité dans la région de la SADCC. Au niveau institutionnel, la formation est financée par la SIDA et dispensée par l'ISO. Un séminaire de formation a déjà eu lieu et deux autres séminaires sont prévus pour 1989.
- Assistance directe au conditionnement dans des entreprises sélectionnées des Etats membres de la SADCC. Cette activité se déroule principalement au niveau de l'entreprise; elle sera financée par la FINNIDA et confiée à l'ITC. Un document de projet doit être approuvé, pour suite à donner, par les autorités compétentes.

5. Echanges d'informations et formation

En ce qui concerne les échanges d'informations relatives à la normalisation et au contrôle de la qualité, les ordinateurs nécessaires, avec les logiciels associés, ont déjà été installés au MBS. Entre-temps, on travaille à établir les bases de données agréées pour le système d'échanges d'informations envisagé.

6. Harmonisation des normes et des systèmes d'autorisation

Une étude financée par l'Organisme suédois de développement international est en cours pour faire l'inventaire des biens et des services actuellement échangés dans la région de la SADCC, ainsi que des règlements techniques qui les régissent. Le rapport qui fera suite à l'étude devrait être prêt en septembre 1988.

7. Conception technique et développement des produits

L'Inde a décidé de financer une étude pour évaluer les moyens dont disposent actuellement les pays de la SADCC pour développer l'ingénierie et la production. Un plan d'action pour le développement de ces moyens sera établi. Le cadre de l'étude a été mis au point et soumis aux agents d'exécution.

8. Services de consultants dans l'industrie et le commerce

Les travaux d'actualisation du document approuvé pendant la première réunion du Conseil des ministres de l'industrie et du commerce sont maintenant terminés. La publication de l'annuaire, tel qu'approuvé et mis à jour, est en cours.

9. Etablissement d'un Centre de la SADCC pour les échanges d'informations dans l'industrie et le commerce

Ce Centre est établi pour remplir les fonctions suivantes :

- Collecte d'informations sur les formats agréés et sur leur présentation systématique;
- Mettre en mémoire et extraire des informations, tant numériques que descriptives, dans un système informatisé relié aux Etats Membres;
- Diffuser les informations à différents usagers, dans la région de la SADCC et à l'extérieur de cette région.

Les activités jusqu'ici entreprises concernent l'organisation d'une bibliothèque fonctionnelle éliminaire à l'introduction du Centre informatisé de la SADCC pour les échanges d'informations dans l'industrie et le commerce. Un ordinateur, avec un logiciel approprié, a été installé à Dar es-Salaam. Une certaine formation au traitement des données et aux opérations informatiques a été dispensée. Par ailleurs, sept bases de données ont été créées et ont permis de recueillir une quantité substantielle de données. Ces bases portent sur les données suivantes :

- Fabriques
- Investisseurs
- Consultants
- Projets de biens manufacturés
- Projets de contrôle des formats
- Firmes commerciales
- Profils des pays de la SADCC.

Pour mettre au point le type et la structure des données d'entrée requises et pour démontrer aux Etats Membres comment les utiliser, des travaux préparatoires à la tenue d'un atelier qui devrait avoir lieu avant la fin de l'année sont actuellement en cours.

10. Développement de technologies pour les petites et moyennes entreprises

Il est proposé d'établir un programme d'appui régional afin de développer les petites industries qui ont un rôle significatif à jouer dans presque toutes les économies de la SADCC. Pour ce faire, on s'efforce actuellement d'obtenir une assistance financière aussi bien que technique en vue de convoquer un atelier à l'intention de la petite industrie. Cet atelier devrait se tenir au début de 1989. Parmi les donateurs auxquels on s'est adressé, le Groupe de documentation industrielle a déclaré s'intéresser à la question.

11. Politiques et mécanismes d'investissement dans les pays de la SADCC

Les travaux sur la compilation des politiques et mécanismes d'investissement dans le secteur industriel ont été menés à bien et actualisés; la mise à jour se poursuit. Le projet d'étude sur l'harmonisation des politiques et mécanismes en question s'inscrit maintenant dans une étude régionale beaucoup plus vaste couvrant tous les secteurs productifs : industrie, agriculture, extraction minière et énergie. L'étude, coordonnée par le secrétariat de la SADCC, demandera une analyse comparative des codes d'investissement dans les pays de la SADCC et la détermination des mesures qui pourraient être prises pour harmoniser les codes d'investissement, en particulier dans les quatre secteurs ci-dessus mentionnés.

12. Recherche et développement

On prend actuellement des mesures pour mettre au point un programme intégré. On s'est à ce propos adressé à l'Agence suédoise pour la coopération avec les pays en développement en matière de recherche, en vue d'obtenir l'assistance technique et financière nécessaire à une étude qui faciliterait la mise au point d'un programme régional d'action.

13. Compétence et développement en matière de gestion

Le développement de ce programme s'effectue en étroite collaboration avec le Swaziland, coordonnateur sectoriel pour le développement de la main-d'œuvre. A titre de contribution au développement des compétences nécessaires dans les pays de la SADCC, le Gouvernement de l'Inde a, au titre du mémorandum d'accord Inde/SADCC, octroyé 100 bourses d'étude en Inde et le financement de 40 experts dans les pays de la SADCC. A la suite de cette offre, on procède à la désignation de candidats qualifiés pour les bourses d'études et les services d'experts.